

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 527 du 11.04.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war-over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Les Brèves

1-1 Bagdad accuse des pays arabes de faciliter le terrorisme en Irak

1-2 Gilles Munier : L'ambassade US à Bagdad: méga-bunker sur la sellette.

2 Dossier

2-1 Glen FORD : Guerres impérialistes: le pays du goulag levant (USA) et la France arrogants dans la défaite

3-2 John Pilger : [Il est temps que nous reconnaissons la criminalité du gouvernement de Blair.](#)

3-3 Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité - Des troupes spéciales déployées partout sur la planète.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4 -1 Gilles Munier : Tarek Aziz et la mort lente des prisonniers politiques irakiens.

4-2 Gilles Munier : Sale temps pour les Américains à Bagdad.

Avant propos

Les militaires américains usent d'un terme générique- *Al Qaida*- pour désigner les résistants qui osent leur résister...

1 Les Brèves

1-1 Bagdad accuse des pays arabes de faciliter le terrorisme en Irak

Ndlr : PS : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

.Un haut responsable irakien a accusé des pays arabes, sans les nommer, de faciliter le financement de "groupes terroristes", alors que Bagdad doit accueillir fin mars le prochain sommet arabe.

"Des commerçants de certains pays de la région, avec l'aide de leurs Etats, financent de manière importante des groupes terroristes en Irak.

Les dirigeants de ces pays affirment ne rien savoir sur cette question mais les faits prouvent le contraire", a affirmé le vice-ministre de l'Intérieur Adnane al-Assadi sur la chaîne Iraqiya.

Selon M. Assadi, qui a la haute main sur le ministère de l'Intérieur en l'absence d'un ministre désigné, "des institutions sécuritaires de certains pays de la région sont au courant de ces mouvements financiers et de l'envoi de terroristes mais elles ferment les yeux". Il y a près de trois cents prisonniers arabes, en majorité des Saoudiens, en Irak, selon le ministère de la justice. "Nous avons aussi trouvé que des groupes recevaient de l'argent par le biais de certaines ambassades arabes. Ils reçoivent des bons qu'ils doivent aller encaisser. Cet argent vient de commerçants de ces pays".

Le sommet arabe prévu le 29 mars doit marquer le retour de l'Irak sur la scène arabe. Ce pays n'a plus été l'hôte d'un sommet régulier depuis novembre 1978 et le dernier sommet extraordinaire à Bagdad remonte à mai 1990, quelques mois avant l'invasion du Koweït par Saddam Hussein.

Le sommet annuel de la Ligue arabe a été repoussé à deux reprises en raison des mouvements de contestation.

Belga,

vendredi 17 février 2012

<http://www.levif.be/info/actualite/international/bagdad-accuse-des-pays-arabes-de-faciliter-le-terrorisme-en-irak/article-4000045924089.htm>

1-2 Gilles Munier : L'ambassade US à Bagdad: méga-bunker sur la sellette.

Conçue en 2004, l'ambassade étasunienne à Bagdad - *une ville dans la ville* - devait témoigner du rayonnement de la démocratie *made in USA* au Proche-Orient. Pour la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, l'Irak « *un des pays les plus importants dans une région les plus importante du monde* » allait devenir un des alliés majeurs des Etats-Unis. Il y a encore quelques mois, il était question d'y installer 16 000 employés : 2 000 diplomates et 14 000 « *contractors* » dont 5 000 chargés de la sécurité, les autres s'occupant des cuisines et de la gestion du parc automobile. Aujourd'hui, son budget de fonctionnement et le nombre des « *contractors* » sont revus à la baisse, certes en raison de la crise économique mondiale et de rêves impériaux évanouis, mais aussi parce qu'une nouvelle guerre pointe à l'horizon. Afin de réduire les dépenses du « *Palais George Bush* », comme l'appellent les bagdadis, Barack Obama et le Département d'Etat entendaient faire surveiller les abords de la Zone verte et des consulats en province par une flotte de petits drones. Outré, le gouvernement irakien a refusé et des parlementaires chiites, pro-iraniens, font pression sur Nouri al-Maliki pour qu'il interdise le survol du pays par les avions de guerre américains.

Gilles Munier :

G. Munier/X. Jardez

Publié le 7 mars 2012 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

2 Dossier

2-1 Glen FORD : Guerres impérialistes: le pays du goulag levant (USA) et la France arrogants dans la défaite.

Obama et Sarkozy : l'attitude des impérialistes face à leurs défaites (Black Agenda Report)

A leur manière dépravée et inimitable, les gouvernements français et américains ont insulté deux millions de morts algériens et irakiens, sans un mot pour les victimes. La France est restée très silencieuse sur sa défaite en Algérie, il y a 50 ans, tandis que le président américain débitait des mensonges éhontés sur la guerre en Irak en omettant de reconnaître la défaite des Etats-Unis ou les morts irakiens.

Il y a 50 ans, les Français ont reconnu leur défaite dans leur guerre contre l'indépendance de l'Algérie, par la signature d'un cessez-le-feu officiel. Le gouvernement de Nicolas Sarkozy a dit qu'il n'organisait pas de cérémonies officielles parce que la commémoration rouvrirait « *des blessures profondes d'une*

page douloureuse de l'histoire récente de la France. » Car il ne s'agit que des Français, voyez-vous – de « leur » douleur d'avoir été battus par le peuple qu'ils avaient soumis et traité comme une forme de vie inférieure depuis 132 ans ; « leur » douleur face à leur défaite en tant que puissance impériale, pas celle des Algériens qui ont perdu un million d'hommes, de femmes et d'enfants dans leur lutte pour l'indépendance.

Cette semaine marque aussi le 9ème anniversaire de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis. Les Américains n'ont, bien entendu, jamais admis leur défaite – bien que la défaite soit la seule raison du retrait des troupes du pays. Le Président Barack Obama a respecté, avec beaucoup de réticences, l'accord sur le retrait des troupes que les Irakiens ont imposé au Président George Bush en novembre 2008, lorsqu'il devint évident que la guerre d'agression des Etats-Unis avait échoué.

Obama fut encore moins élégant dans la défaite que le président français Sarkozy, qui a eu au moins la décence de se taire. En proclamant le 19 mars « journée nationale de l'Honneur », Obama a salué « *le courage inébranlable et l'engagement sans faille* » des troupes US qui ont combattu « *pied à pied pour aider le peuple irakien à saisir une chance pour un avenir meilleur.* » D'autres obscénités et mensonges éhontés sont sortis de la bouche d'Obama, tandis que le Président reprenait à son compte les grands crimes de George Bush contre la paix mondiale et son holocauste contre le peuple irakien. « *La guerre a laissé des blessures parfois invisibles, mais qui ne guériront jamais,* » a dit Obama – parlant, bien sûr, uniquement des blessures subies par les Américains, tout comme Sarkozy a parlé uniquement de la douleur des Français. Voyez-vous, l'anniversaire de l'invasion d'un pays par les Etats-Unis ne concerne que les Américains, les 4500 Américains morts, à qui Obama a dit « *nous avons une dette envers vous que nous ne pourrions jamais effacer.* » Aucune mention de la dette de sang envers plus d'un million de morts Irakiens, hommes, femmes et enfants, dont le pays, jadis un des plus avancés du monde arabe, fut littéralement détruit par les Etats-Unis, et qui espèrent ne plus jamais revoir un uniforme américain. Que valent un million de morts algériens aux yeux des Français ? La même chose qu'un million de morts irakiens morts aux yeux des Etats-Unis : ils ne valent même pas la peine d'être mentionnés. Il n'y a pas de mot pour décrire la turpitude morale absolue des impérialistes, la banalité de leurs génocides, leur narcissisme sans bornes et leurs gémissements d'auto-apitoiement pour les quelques rares victimes dans leurs propres rangs au cours de leur course à la destruction globale.

Les Américains et les Européens occidentaux ne regrettent rien sinon leurs propres défaites dans la guerre de 500 ans qu'ils mènent contre les peuples basanés de la terre. Ils ont annihilé et réduit à l'esclavage des continents entiers, et osent appeler ça la civilisation. Leur seul regret ne concerne que la perte récente de leur domination absolue sur l'espèce humaine dont ils sont encore convaincus de faire partie de la couche supérieure. C'est dans des moments comme celui-ci, lorsque les gouvernements français et américain révèlent les signes de leur dégénérescence, que se confirme la corrélation étroite qui existe entre racisme et impérialisme, et la nécessité de les éliminer une bonne fois pour toutes.

Glen Ford

<http://blackagenda-report.com/content/obama-and-sarkozy-how-i...>

Traduction "allo, maman bobo, mon B52 a une fuite d'huile" par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles

Par Glen FORD

Le 26 Mars 2012

<http://www.legrandsoir.info/obama-et-sarkozy-l-attitude-des-imperialistes-face-a-leurs-defaites-black-agenda-report.html>

[3-2 John Pilger : Il est temps que nous reconnaissons la criminalité du gouvernement de Blair.](#)

.Dans le théâtre kabuki de la politique parlementaire britannique, les grands crimes ne sont pas commis et les criminels courent en liberté. Il s'agit bien de théâtre après tout ; ce sont les pirouettes qui comptent, et non pas des actions décidées en déconnexion, à la fois géographique et culturelle, avec leurs conséquences. C'est un dispositif sécurisé, protégé aussi bien par les acteurs que par la critique. Le discours d'adieu de l'un des plus malins de ces gens, Tony Blair, « était profondément imprégné d'un sens de conviction morale », s'épanchait alors le présentateur de télévision Jon Snow, comme si le charme que Blair exerçait aux adeptes du kabuki était mystique. Le fait qu'il était un criminel de guerre n'était en rien pertinent.

La manière dont on a étouffé les crimes de Blair et de ses administrations est décrite dans un livre de Gareth Peirce intitulé *Dispatches from the Dark Side : on torture and the death of justice*, publié en version de poche ce mois-ci par les éditions Verso. Peirce est l'avocate des droits de l'Homme la plus distinguée de Grande-Bretagne ; sa poursuite de dénis de justice infâmes et sa recherche de justice pour les victimes de crimes gouvernementaux, tels que la torture et l'extradition, restent inégalées. Son compte-rendu de ce qu'elle appelle le « pandémonium moral et légal » au lendemain du 11 septembre, est exceptionnel dans le sens où, en s'appuyant sur les mémoires de Blair et Alistair Campbell, des procès-verbaux du Cabinet et des dossiers du MI6, elle leur applique la règle de droit.

Des avocats de la trempe de Peirce, Phil Shiner et Clive Stafford-Smith ont permis que la mise en accusation de puissances dominantes ne soit plus un tabou. Ainsi Israël, l'homme de main des États-Unis, est maintenant largement reconnu comme l'État le moins respectueux du droit au monde. Des personnes comme Donald Rumsfeld, à l'instar de George W. Bush et Blair, évitent dorénavant les pays, au-delà des frontières, où la loi règne.

Étalant ses sinécures de « pacification » et de « développement » qui lui permettent d'ajouter à la fortune accumulée depuis son départ de Downing Street, Blair voyage en avion ici et là, tel une pie, avec pour destinations habituelles les cheikhats du Golfe, les États-Unis, Israël et des havres de sécurité comme la petite nation africaine du Rwanda. Depuis 2007, Blair a rendu sept visites dans ce pays, où il a accès à un jet privé fourni par le président Paul Kagame. Le régime de Kagame, dont les opposants ont été réduits au silence brutalement au moyen de fausses accusations, est « innovant » et un « leader » en Afrique, selon Blair.

Le livre de Peirce accomplit l'impossible avec Blair : il arrive à choquer. Quand elle remonte aux sources « des thèses injustifiables, de la belligérance débridée, de la falsification et d'un irrespect délibéré des lois » qui ont mené aux invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, elle identifie l'offensive de Blair sur les musulmans comme étant à la fois criminelle et raciste. « Il fallait neutraliser par tous les moyens possibles, et de manière définitive, toute personne suspectée de tenir des opinions [islamistes]... dans le langage de Blair, un « virus » devant être « éliminé » et nous poussant à « une myriade d'interventions vigoureuses dans les affaires d'autres nations [sic] ». » Des communautés entières ont été réduites à des « taches de couleur » constellant un tableau sur lequel le Napoléon du parti travailliste s'attèlerait à « la réorganisation du monde ».

Le concept même de guerre a été détourné de son sens véritable pour devenir la logique de « nos valeurs contre les leurs ». Les réels coupables des attaques du 11 septembre, pour la plupart des Saoudiens entraînés à piloter en Amérique, ont été oubliés en cours de route. Tant s'en faut, les « taches de couleur » se sont révélées provenir du sang d'innocents – d'abord en Afghanistan, pays des pauvres entre les pauvres. Il n'y avait pas d'Afghans parmi les membres d'Al-Qaïda ; au contraire, on pouvait noter un ressentiment mutuel entre les uns et les autres. Mais cela n'importait pas. Une fois les bombardements commencés le 7 octobre 2001, des dizaines de milliers d'Afghans ont été châtiés par la famine au moment où le Programme alimentaire mondial retirait son aide à l'aube de l'hiver. Dans un village dévasté, Bibi Mahru, j'ai été témoin des conséquences d'une bombe de « précision » Mk82 : l'oblitération de deux familles, dont huit enfants. « Tony Blair, » a écrit Alistair Campbell, « a dit qu'ils devaient être conscients que nous les ferions souffrir s'ils ne nous présentaient pas Oussama Ben Laden. »

Le personnage grotesque d'Alistair Campbell était déjà à l'œuvre en train de concocter une autre menace en Irak. La guerre qui a suivi « a donné jusqu'à » entre 800 000 et 1.3 millions de morts, d'après le Centre d'Etudes Internationales du MIT [\[i\]](#) : des chiffres qui dépassent les estimations de l'Université de Fordham pour le nombre de victimes du génocide au Rwanda.

Et pourtant, écrit Peirce, « les fils de courriers électroniques, de communiqués internes du gouvernement ne révèlent aucune dissension ». Des séances d'interrogations qui comportaient de la torture venaient d'« instructions expresses... de ministres du gouvernement ». Le 10 janvier 2002, le ministre des affaires étrangères Jack Straw a contacté par courrier électronique ses collègues leur informant que l'envoi de citoyens britanniques au camp de Guantanamo représentait « le meilleur moyen d'atteindre nos objectifs de contre-terrorisme ». Il a rejeté « l'unique alternative du rapatriement au Royaume-Uni ». (Plus tard nommé « Secrétaire d'État à la Justice », Straw s'est débarrassé de procès-verbaux incriminants du Cabinet au mépris de l'avis du commissaire à l'information [\[ii\]](#)). Le 6 février 2002, le ministre de l'Intérieur David Blunkett a fait remarquer qu'il ne montrait « aucun empressement à voir qui que ce soit

retourner [de Guantanamo] au Royaume-Uni ». Trois jours plus tard, le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Ben Bradshaw a écrit : « Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter que les détenus soient rapatriés au Royaume-Uni. » Or pas une seule des personnes en question dans leurs propos n'avait été accusée ; la plupart avaient été vendues en tant que primes aux Américains par des chefs de guerre afghans. Peirce décrit encore comment des officiels du ministère des Affaires étrangères, antérieurement à une inspection du camp de Guantanamo, ont « vérifié » que les prisonniers britanniques étaient "traités humainement" alors que c'était tout le contraire.

Noyé dans ses mésaventures et ses mensonges, à l'écoute uniquement des berceuses de son dirigeant sur sa "sincérité", le gouvernement travailliste n'a consulté personne qui dise la vérité. Peirce cite l'une des sources les plus sûres, le *Conflicts Forum*, un site tenu par l'ex-officier des services de renseignement britanniques Alastair Crooke, qui considère qu'« isoler et diaboliser des groupes [islamiques] qui jouissent de soutien sur le terrain y a pour effet de renforcer le point de vue selon lequel l'Occident comprend seulement le langage de la puissance militaire ». En niant délibérément cette vérité, Blair, Campbell et leurs perroquets ont semé les graines des attaques du 7 juillet à Londres.

Aujourd'hui, un autre Afghanistan et un autre Irak s'annoncent en Syrie et en Iran, peut-être même une guerre mondiale. Une fois encore, il se trouve des voix, comme celle d'Alastair Crooke, pour tenter d'expliquer à des médias assoiffés d'« intervention » en Syrie que la situation de guerre civile dans ce pays requière des négociations intelligentes et patientes, et non les provocations du SAS britannique et des habituels exilés soudoyés qui montent dans le cheval de Troie anglo-américain.

Source originale : [John Pilger](#)

Traduit de l'anglais par T.K. pour Investig'Action

Source : michelcollon.info

[John Pilger http://resistance71.wordpress.com/](http://resistance71.wordpress.com/)

3-3 Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité - Des troupes spéciales déployées partout sur la planète.

Selon le [Stars and Stripes](#), un média du département de la Défense des États-Unis, le Pentagone se prépare à déployer des troupes d'opérations spéciales dans le monde entier au moment où l'on diminue le nombre d'opérations militaires traditionnelles.

L'initiative est présentée comme un moyen de réduire les frais.

Grâce à cette nouvelle stratégie, les États-Unis remplacent les opérations de théâtre à grande échelle par des opérations militaires clandestines, rentables et de moindre envergure. Cela aboutit inévitablement à la violation de la souveraineté nationale du pays ciblé.

Le chef étasunien du commandement des opérations spéciales, l'amiral Bill McRaven, qui a mené le raid contre ben Laden au Pakistan, a proposé que les troupes quittant les zones de guerre en Irak et en Afghanistan soient redéployées dans des zones « quelque peu négligées durant la décennie centrée sur Al-Qaïda ».

Cela se ferait dans le but de faciliter le lancement de raids par les Forces Spéciales, comme celui qui aurait tué ben Laden, une opération clandestine ayant violé la souveraineté pakistanaise.

[Selon AP](#), le déploiement de commandos « plus près de nouvelles zones de crise remplacera les invasions terrestres comme celles de l'Irak et de l'Afghanistan [...] par des raids d'opérations spéciales laissant peu de traces, ou mieux encore, des raids effectués par des forces locales amies entraînés par les États-Unis, les aidant à combattre, côte à côte, des ennemis mutuels ».

Ces troupes pourraient effectuer des raids, ou seraient probablement davantage appelées à travailler avec des alliés locaux pour leur apprendre à cibler des ennemis régionaux ainsi qu'à promouvoir des relations à long terme, entre soldats, pouvant aider à désamorcer une crise ou un coup éventuels. (Kimberly Dozier, [Special operations expanding as wars recede](#), Associated Press, 27 janvier 2012)

Cela aidera « à désamorcer une crise ou un coup éventuels » ou à les fomenter?

Le but, selon un représentant de la Défense, est d'« augmenter la coopération avec les armées étrangères, de travailler avec elles pour vaincre les menaces locales au lieu de faire porter le poids de ces combats aux États-Unis ».

AP rapporte par ailleurs que « le financement pour les opérations spéciales et la recherche de renseignements augmenteront, puisqu'ils sont tous deux des moyens privilégiés par l'administration

Obama pour affronter de nombreuses menaces mondiales après une décennie d'invasions terrestres coûteuses en Irak et en Afghanistan.

Cela signifie essentiellement que l'armée des États-Unis entre dans la clandestinité. Au niveau planétaire.

AP mentionne également que « les commandements des opérations spéciales à l'étranger pourraient aussi servir de cadre pour une coopération accrue entre les agences étasuniennes, fusionnant non seulement les alliés régionaux mais également des agences comme la CIA, le FBI et la Drug Enforcement Administration ».

par [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) et Julie Lévesque

Julie Lévesque a collaboré à ce reportage.

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=MON20120201&articleId=29028>

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 AFP : Recherché, le vice-président Hachémi est parti au Qatar.

Le vice-président irakien Tarek al-Hachémi, recherché par la justice de son pays qui l'accuse d'avoir dirigé un groupe de tueurs, a quitté dimanche l'Irak pour le Qatar pour une visite de plusieurs jours, a indiqué un communiqué de ses services.

M. Hachémi a quitté le Kurdistan (irakien) ce matin pour Doha, dans l'Etat frère du Qatar, à la suite d'une invitation reçue dans le passé, selon le communiqué.

Il y rencontrera l'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani et le Premier ministre cheikh Hamad ben Jassem al-Thani. Puis il se rendra dans d'autres pays non précisés, avant de rentrer au Kurdistan, selon le communiqué.

Au Qatar, l'agence officielle Qna, a confirmé l'arrivée de M. Hachémi pour une visite officielle de quelques jours. Il a été accueilli à l'aéroport par cheikh Hamad ben Nasser ben Jassem Al-Thani, ministre d'Etat selon la même source.

C'est la première fois que M. Hachémi annonce avoir quitté le territoire irakien depuis l'émission du mandat d'arrêt à son encontre en décembre.

M. Hachémi, un sunnite, est soupçonné d'avoir dirigé un groupe de tueurs. Ce dernier dénonce une chasse à l'homme à visées politiques du Premier ministre, le chiite Nouri al-Maliki. Jusqu'à présent, les dirigeants du Kurdistan où il s'est réfugié ont refusé de le remettre aux autorités judiciaires de Bagdad. Certains de ses gardes du corps ont fait des aveux télévisés dans lesquels ils ont reconnu avoir commis et planifié des attentats et reçu un soutien financier du vice-président.

Selon M. Hachémi, ces aveux sont montés de toutes pièces.

Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse dimanche, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a estimé que les pays appartenant à la Ligue arabe ne devraient pas recevoir une personne recherchée et surtout en l'accueillant en tant que vice-président.

01 avril 2012

(AFP / 14h08)

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Gilles Munier : Tarek Aziz et la mort lente des prisonniers politiques irakiens.

Tarek Aziz, 76 ans, est emprisonné depuis neuf ans. D'abord incarcéré par les Américains au Camp Cropper, il a été livré, en juin 2010, à ses ennemis. Il est depuis dans une cellule de la prison d'Al-Kadimiya, à Bagdad, et condamné à mort. Gravement malade, épuisé par le système carcéral et une grève de la faim, il se meurt lentement faute de médicaments et de soins réguliers. Maître Badie Aref, son avocat irakien, a demandé à plusieurs reprises son hospitalisation à Bagdad ou à l'étranger, sans résultat. En août 2011, il a remis à Nouri al-Maliki un message où Tarek Aziz demandait que son exécution ait lieu « *dès que possible* ».

Tarek Aziz, « Le chrétien »

Tarek Aziz va bientôt mourir. En prison, il est aidé par des co-détenus pour se mouvoir et s'alimenter. Aux dernières nouvelles, il aurait des difficultés pour reconnaître sa femme et sa fille qui vivent à Amman, seules autorisées à le rencontrer une fois par mois. A chaque voyage, elles lui remettent la douzaine de médicaments qui lui manquent, mais ne peuvent que constater la dégradation de son état de santé.

Nouri al-Maliki et le parti al-Dawa qui ont tenté de l'assassiner, en avril 1980, cherchent leur revanche parce qu'il est pour eux, « *Le chrétien* », celui qui avait convaincu les Occidentaux de la dangerosité du régime de l'ayatollah Khomeiny. Ils ne lâcheront pas leur proie. Depuis 2003, des tueurs pro-iraniens ont éliminé la plupart des pilotes de chasse qui ont bombardé l'Iran ainsi que les ingénieurs chargés des tirs de missiles.

En France, parmi ceux qui ont connu Tarek Aziz, très peu sont intervenus en sa faveur. Espérons que le documentaire du Père Jean-Marie Benjamin (*lire ci-dessous**) qui lui est consacré, primé... aux Etats-Unis (!), réveillera les consciences endormies des hommes politique qui se pressaient pour le rencontrer à Bagdad, ou lors de ses passages à Paris.

Leur vie est un enfer

Les autres prisonniers politiques incarcérés à Al-Kadimiya ne sont pas mieux lotis, d'autant qu'ils sont peu ou pas connus à l'étranger. Citons en trois, sur la liste des 55 dignitaires irakiens les plus recherchés par le Pentagone en 2003 :

Saadoun Shaker, ministre de l'Intérieur (1979-1987), a eu plusieurs crises cardiaques. Il s'était retiré depuis longtemps de la vie politique. Il a quand même été condamné à mort « *pour avoir réprimé des partis religieux* », alors que cette responsabilité n'était pas de son ressort mais de la compétence de services dépendant du président Saddam Hussein.

Mohamed Mehdi Saleh, ancien ministre du Commerce, arrêté par la CIA en avril 2003, a pratiquement perdu la vue, faute aussi de soins. Son dossier est vide, mais il était en poste quand des commerçants chiites se livrant au marché noir pendant l'embargo, ont été pendus. Il n'a rien à voir avec leur arrestation et encore moins avec leur exécution. La Cour de cassation a ordonné, il a 8 mois, sa libération : il ne l'est toujours pas été.

En avril 2003, les Marines avaient présenté comme une victoire l'arrestation de Hikmat al-Azzaoui, ancien ministre des Finances, 8 de carreau du jeu de cartes de Donald Rumsfeld. Il est mort à 79 ans à l'hôpital de la prison d'Al-Kadimiya, le 27 janvier dernier, faute de soins dans l'indifférence générale. En octobre 2011, Nouri al-Maliki s'en est pris aux cadres intermédiaires du parti Baas, après que le CNT libyen lui a remis une liste de « *comploteurs* » trouvée au siège des services secrets du colonel Kadhafi. Plus de 600 Irakiens ont été aussitôt arrêtés dans tout le pays, ainsi que 140 professeurs de l'université de Tikrit. D'autres arrestations ont suivies. Les « *comploteurs* » ont été emprisonnés, pour la plupart, dans des camps ou des prisons secrètes. Leur vie est un enfer.

Invitation : « *Tareq Aziz : L'autre vérité* » (63'), réalisé par le Père Jean-Marie Benjamin, a obtenu le prix 2011 du meilleur documentaire au Festival du film de *Silent River* (Irvine, Californie). Il sera projeté en exclusivité à Paris, le jeudi 15 Mars, à 18 heures, au Studio des Ursulines (10, rue des Ursulines - RER Luxembourg) en présence du réalisateur. Entrée libre.

Présentation du documentaire :

<http://www.youtube.com/watch?v=FmFnxxRD2Ag>

Sur le même sujet, lire aussi :

Appel lancé en mars 2005, pour demander la libération de Tarek Aziz (liste des signataires)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-liberez-tarek-aziz-et-ses-compagnons-59876428.html>

Bulletin de santé de Tarek Aziz (*clinique du Camp Cropper* – 26/1/10)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-tarek-aziz-etat-de-sante-45332733.html>

« Tarek Aziz... connais pas ! »

http://www.france-irak-actualite.com/pages/Tarek_Aziz_connaiss_pas_Bakchichinfo_20508-1982322.html

Tarek Aziz, l'homme qui en sait trop

Gilles Munier

Samedi 10 mars 2012

<http://www.france-irak-actualite.com/pages/tarek-aziz-l-homme-qui-en-sait-trop-juin-2008--1982315.html>

4-2 Gilles Munier : Sale temps pour les Américains à Bagdad.

La « guerre annoncée » contre l'Iran et « l'axe chiite » oblige Nouri al-Maliki à se débarrasser du maximum de « contractors », ces mercenaires occidentaux qui pullulent en Irak, et de surveiller les déplacements des agents de sécurité de l'ambassade US.

Plusieurs dizaines de milliers de « contractors » – mercenaires – américains ou étrangers, employés par des sociétés militaires privées (SMP), détestés par la population, sont toujours en Irak. Fin 2011, avant le départ du gros des troupes d'occupation étasuniennes, leur nombre était supérieur à celui des GI's.

Nouri Al-Maliki qui peut difficilement se passer d'eux en matière de sécurité et de défense, craint à juste titre qu'ils participent à la déstabilisation de son régime en cas de bombardements de centres nucléaires iraniens par Israël, d'intervention étrangère armée en Syrie, ou d'attaque généralisée de « l'axe chiite » par l'Otan. Le temps où les « contractors » roulaient des mécaniques, au-dessus des lois, est donc révolu. Ils sont plus que jamais dans la ligne de mire des services secrets irakiens et iraniens qui guettent la moindre incartade de leur part pour les faire expulser, et qui n'hésiteront pas à les interner si l'Iran est attaqué.

Dès la semaine précédent le départ des GI's, Ahmad, le tout-puissant fils de Nouri al-Maliki, a expulsé de la Zone verte des sociétés étrangères et les mercenaires qui s'y trouvaient et en a profité pour placer des chars près du domicile des opposants sunnites proaméricains. Les responsables des check points ont l'ordre de vérifier scrupuleusement les identités, la validité des visas, les autorisations de déplacement et de port d'armes des étrangers.

Finis les passe-droits

Début décembre, une équipe de mercenaires de la SMP Triple Canopy, liée par contrat au Département d'Etat étasunien, a été arrêtée sur la route de Taji.

Ils ont été détenus 18 jours dans des conditions exécrables pour eux - nourriture servie sur le sol crasseux de leur cellule, riz plein d'insectes – ... mais de loin préférables à celles réservées aux opposants irakiens. Mark Fisher, un ancien sergent fidjien, arrêté avec deux Américain et douze Irakiens, a accusé ses geôliers de « tortures mentales »... et leur a reproché d'avoir dû passer Noël en prison. Il a fallu l'intervention du congressiste républicain américain Peter King pour les libérer.

Début janvier, une centaine de « contractors » a été retenue pendant quelques jours à l'aéroport de Bagdad dans des cellules de la police des frontières.

Certains faisaient partie de la sécurité de l'ambassade des Etats-Unis. Pour ne pas dramatiser la situation, James Jeffrey, l'ambassadeur, a parlé d'«

ennuis » à porter au compte du « manque d'expérience » des fonctionnaires irakiens, des « lenteurs bureaucratiques ». Pour Latif Rashid, conseiller du

président de la République irakienne, les étrangers débarquant à Bagdad sont dans des conditions semblables à celles d'un Irakien se rendant aux Etats-

Unis dans le cadre de son travail. Finis les passe-droits !

Tuez-les, sans sommation

Le 16 janvier dernier, quatre officiers américains, dont deux femmes, travaillant à l'ambassade qui effectuaient, selon eux, une patrouille de routine dans une BMW bourrée d'armes, ont été arrêtés près du domicile de Saleh Abdul Razzak, gouverneur de Bagdad, membre important du parti Dawa. Celui-ci les

accuse d'avoir cherché à l'assassiner. Il exige désormais que les agents de sécurité US soient accompagnés par des policiers irakiens dans leurs

déplacements. Sinon, il autorise les forces de l'ordre à les tuer... sans sommation ! Moqtada al-Sadr lui a apporté son soutien et appelé ses partisans à

surveiller les étrangers. Le leader chiite estime que de nombreux assassinats inexplicables sont l'œuvre

des services secrets américains. Les arrestations d'« agents américains » étant bien vues de l'opinion publique, le ministère de l'Intérieur – dont Maliki assure l'intérim depuis les dernières législatives – accuse maintenant les sociétés de militaires privées étrangères de « porter atteinte à la sécurité de l'Etat », voire de servir de couverture au Mossad. C'est loin d'être une découverte ! Le 1er février, sur Al-Manar, la chaîne du Hezbollah libanais, plusieurs dirigeants chiites irakiens, ayant servi l'occupation sans broncher, abondent dans ce sens pour se refaire une virginité à bon compte (1).

(1) Reportage vidéo de Al-Manar « Irak: Le Mossad israélien dans les sociétés sécuritaires »
Gilles Munier

(Afrique Asie – mars 2012)

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?cid=20&eid=48439&fromval=1>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19